

ANIL RAZDAN

Ancien ministre de l'Énergie, Inde

C'est une joie et un honneur que de vous convier à cet atelier sur l'énergie et l'environnement. Nous avons en notre compagnie des invités distingués. Bruno Lafont est le PDG du grand groupe industriel Lafarge. Mohammed Tawfik Mouline, notre hôte, est le Directeur général de l'Institut Royal d'Etudes Stratégiques. Mon collègue et ami de longue date l'ambassadeur William Ramsay dirige le programme Energie de l'IFRI. Auparavant, il a dirigé l'Agence Internationale de l'Energie. Nous avons tous deux participé à ce même séminaire l'an dernier. Qu Zing est le président de l'Institut d'études internationales de Chine et nous apportera des idées critiques en provenance de la Chine.

Il existe un lien indissociable entre la manière dont nous produisons et consommons de l'énergie et le réchauffement climatique ; c'est la dure réalité. On estime que si notre mode de fonctionnement actuel n'est pas maîtrisé, la température du globe augmentera de cinq degrés Celsius au-dessus des températures préindustrielles, ce qui causerait des changements épouvantables au niveau de l'environnement, provoquant davantage de misère, notamment pour les 75% de la population peuplant des pays en voie de développement.

Il existe également un lien indissociable entre l'utilisation et le déploiement de l'énergie et le niveau de revenu et de développement. Par conséquent, l'énergie représente quasiment une condition indispensable à tout programme d'atténuation de la pauvreté. Il existe des inégalités choquantes en termes de richesses et d'énergie à travers le monde ; le monde était jusqu'alors divisé entre les riches et les pauvres. Désormais, nous voyons émerger un groupe à revenu moyen. Il y avait les pays développés et les pays en voie de développement. Désormais, il existe un groupe important appelé pays émergents, parmi lesquels la Chine et l'Inde sont représentées à cette conférence.

Les pays à faible revenu représentent actuellement 3% à peine de la demande totale en énergie ; ce qui est un paradoxe. Ces pays, parmi lesquels l'Inde et la Chine, où l'énergie doit être déployée en grandes quantités, consommeront dans les trente prochaines années près de 90% de la hausse en demande énergétique.

Les émissions par habitant dans les pays développés et les pays en voie de développement présentent un profil semblable. Les émissions par habitant dans les pays les plus développés sont quasiment huit fois plus élevées que dans les pays les moins développés, et près de cinq fois plus élevées que dans d'autres pays en voie de développement. Le problème aujourd'hui est de savoir si nous allons ou non nous développer ; c'est d'un problème crucial au moins pour les pays émergents. Le consensus entre les pays dits BASIC est qu'il faut progresser. Ces pays ne sont liés par aucune obligation de Kyoto. Ils sont néanmoins en plein développement et ne souhaitent pas que ce développement soit entravé à leur détriment.

Ces pays ne souhaitent pas prendre part aux obligations internationales, car ils ne sont pas censés le faire en vertu des traités internationaux ; ils ont en revanche créé, de façon judicieuse et raisonnable, des programmes nationaux. La Chine a fait part d'un programme clair, tout comme l'Inde, qui dispose d'un plan d'action contre le changement climatique, dans lequel deux des objectifs nationaux se rapportent à l'énergie solaire et à l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Quels sont les problèmes que rencontre le secteur dont il est question aujourd'hui, à savoir le secteur de l'énergie ? Nous savons que l'utilisation de l'énergie est dépendante des combustibles fossiles car c'est ainsi que nous nous sommes développés. Cependant, les combustibles fossiles sont une ressource limitée, ce qui est une bonne nouvelle pour l'avenir de l'énergie : nous ne pouvons considérer les combustibles fossiles pour acquis et nous devons avancer sur une nouvelle voie en matière de développement énergétique. Nous devons modifier notre manière de produire et de consommer de l'énergie, ce qui nous mène à l'efficacité énergétique, ce qui reste la manière la plus évidente, rapide et rentable d'obtenir une réduction des émissions ainsi qu'une plus grande disponibilité de l'énergie.

Il existe également des aberrations au sein des pays riches, dont un exemple parlant nous est fourni par les Etats-Unis et l'Europe. La demande en carburant en Europe représente aujourd'hui la moitié de ce qu'elle aurait été si elle avait suivi l'exemple des Etats-Unis. Les émissions en Europe sont également la moitié de ce qu'elles sont aux Etats-Unis. Voici deux territoires aux richesses équivalentes mais aux comportements différents, et je pense que c'est là que la politique a fait la différence. Je pense que les prix plus élevés du carburant et de l'électricité en Europe sont la clé d'une consommation inférieure.

Comment modifier les types de comportement ? Une étude menée par la Banque Mondiale a montré que si les 40 millions de 4x4, qui font fureur aux USA, étaient transformés en véhicules à basse consommation, cela permettrait de fournir de l'électricité aux 1,6 milliards d'individus sur la planète qui en sont actuellement privés. Il s'agit d'un exemple simple montrant la possibilité de trouver des solutions si nous modifions notre façon de vivre. Les crises agitent les sociétés et génèrent des problèmes, mais elles nous montrent également que nos modes de fonctionnement ne sont pas durables. Elles nous aident à analyser, à penser, à trouver de meilleures solutions à nos modes de vie, à approfondir la compréhension de nos problèmes, tout en nous montrant la marche à suivre, dans ce cas particulier, dans le domaine du développement durable.

Un autre problème qui se pose aujourd'hui à nous est le fait que nous ne dépensons pas assez pour la recherche, le développement et le déploiement énergétiques. Par exemples, les subventions mondiales versées sur les produits pétroliers sont de l'ordre de 150 milliards de dollars annuels, alors que la recherche, le développement et le déploiement en matière d'énergie publique ne représentent que 10 milliards de dollars par an. Les dépenses privées sur la recherche, le développement et le déploiement énergétiques sont d'environ 40 à 60 milliards de dollars annuels, et ne représentent que 0,5% environ des revenus du secteur privé. A comparer aux 8% du secteur des télécommunications et aux 15% du secteur pharmaceutique.

Cet aperçu est particulièrement probant. A mon sens la réponse est claire. Les compagnies ont tendance à placer leurs investissements en recherche et développement là où ils seront proportionnels aux profits et à la demande. Les télécommunications ont eu des demandes massives et le secteur pharmaceutique, en raison du système de santé, a connu une demande importante ainsi que des profits colossaux, allant de pair, dans une certaine mesure, avec IPR. Cependant, l'utilisation et le déploiement de l'énergie ont été plus ou moins constants pendant ces 20 à 30 dernières années ; ils sont dominés par les combustibles fossiles. Nous n'avons pas évolué, contrairement aux télécommunications qui sont passées des lignes terrestres au réseau sans fil. Voici l'occasion, pour le secteur

énergétique et les politiques gouvernementales, d'énoncer que dorénavant l'énergie sera produite exclusivement par des moyens plus efficaces, sera dans la mesure du possible, produite par des énergies renouvelables, et produira progressivement moins d'émissions, comme cela est exigé.

Ce problème et ce secteur ne peuvent pas être livrés aux forces du marché en vue de trouver des solutions. Ils constituent de toute évidence un domaine dans lequel la gouvernance et la politique publiques doivent intervenir, et ce de manière efficace, non seulement par le biais des gouvernements élus mais encore grâce à la pléthore d'organismes de contrôle qui parsèment ce secteur. Une directive claire et audacieuse devra émaner de là, plus particulièrement dans le monde développé qui doit immédiatement s'atteler à réduire son utilisation et ses émissions énergétiques de près de 50%.

Que se passera-t-il si nous n'agissons pas tout de suite ? Certaines études ont montré que la réponse au changement climatique a deux volets : l'un est l'atténuation et l'autre, l'adaptation. Le coût de l'atténuation sera multiplié par deux si nous n'agissons pas dans les dix prochaines années. En outre, si nous ne déployons pas aujourd'hui une technologie appropriée à la production énergétique, cela pourrait devenir un mauvais investissement compte tenu du cycle de vie de 25 à 30 ans de ces installations. En conséquence, il y a un besoin crucial, tout d'abord, de nous acheminer directement vers l'efficacité énergétique, de prendre les meilleures technologies disponibles aujourd'hui en vue de meilleures méthodes de production d'énergie, et de travailler sur la capture du CO₂ et son stockage fiable au lieu de passer le problème sous silence. Enfin, nous devons mettre au point de nouvelles technologies. La question du financement de ces nouvelles technologies se pose, particulièrement dans les pays pauvres dans lesquels 90% de la demande verra le jour dans les 20 ans à venir. Il me semble que même l'étude de la Banque Mondiale reconnaît désormais qu'il n'existe d'autre issue que le financement de la part des pays développés des coûts différentiels ainsi qu'un meilleur déploiement énergétique dans les pays en voie de développement. Voici certains des domaines sur lesquels je pensais travailler avec vous aujourd'hui.

Pour ce qui est du financement, il est disséminé en plus d'être insuffisant ; une étude mondiale estime qu'il existe au moins 20 financements bilatéraux et multilatéraux dans la lutte contre le changement climatique. Ils doivent être réduits radicalement ; les coûts de transaction baisseront, laissant place à davantage de clarté en matière de gouvernance. Car il s'agit de manière évidente d'un cas de mauvaise gouvernance. Le MDP s'avère être un excellent exercice pour le transfert des technologies, pour le renforcement des capacités ainsi que pour la réduction des émissions. Personnellement, je pense qu'il n'y a pas matière pour une réduction du MDP ; non seulement faut-il le poursuivre, mais il s'agit également de le renforcer.

Le MDP et la fixation du prix du carbone par le système de plafonnement et échange sont deux mécanismes du marché que nous pouvons introduire pour amener un flux de financement durable pour le déploiement définitif des financements. Avant de terminer, je mentionnerai un secteur, sachant que l'industrie sera abordée par Bruno : celui des transports. On estime, d'après les tendances actuelles, que le nombre des voitures augmentera de 2,3 milliards entre 2005 et 2050, et que 80% de ces véhicules seront dans les pays en voie de développement. En conséquence, nous devons favoriser des transports publics efficaces et confortables. Le métro est indispensable, de pair avec une meilleure organisation, afin que les usagers n'aient pas à parcourir de longues distances. Parallèlement à cela, il faut de meilleures techniques de construction ainsi qu'une programmation des logements plus performante afin d'obtenir des habitations plus économes en énergie et mieux éclairées.